

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour plus d'informations veuillez contacter :
Addis Tigabu : a.tigabu@cgiar.org ou +251 (91) 1963570
Carol Jilombo : Jilomboc@africa-union.org

Commerce agricole africain : une récente croissance prometteuse pour la sécurité alimentaire et la résilience

8 octobre 2014 – Addis-Abeba, Éthiopie – Après plusieurs décennies de déclin, la part de l'Afrique dans le commerce agricole mondial a augmenté ces dernières années et les échanges commerciaux entre pays africains ont enregistré une hausse notable. Selon un rapport publié lors de la conférence annuelle sur le Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (ReSAKSS) organisée à Addis-Abeba (Éthiopie), ces tendances ont stimulé la capacité de l'Afrique à accéder à la nourriture et à la distribuer aux plus nécessiteux dans les périodes difficiles.

Cette conférence, essentiellement axée sur ces conclusions et d'autres résultats du Rapport annuel 2013 sur les tendances et les perspectives à l'échelle africaine (*Annual Trends and Outlook Report*, ATOR), est organisée par la Commission de l'Union africaine (CUA), en partenariat avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Les participants à la conférence discuteront de la nécessité d'améliorer les résultats et la compétitivité du commerce agricole en vue de renforcer la résilience des plus pauvres et des personnes vulnérables. Ils examineront les derniers résultats de l'agriculture africaine au regard des indicateurs clés du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Ils débattront également des progrès réalisés en vue de la planification et la mise en œuvre de politiques basées sur les résultats grâce à la création et l'exploitation de plateformes de systèmes d'analyse stratégique et de gestion des connaissances (SAKSS), et du renforcement de la responsabilité mutuelle à travers des revues conjointes, régulières et complètes, du secteur agricole.

Selon le rapport, les exportations agricoles africaines ont représenté 3,3 % du commerce agricole mondial en 2009-2013, contre seulement 1,2 % entre 1996 et 2000. Bien qu'encore modeste, ce chiffre a donc été multiplié par trois. De plus, les exportations agricoles de l'Afrique ont quadruplé en termes de valeur et doublé en termes caloriques. Et la part du commerce intra-africain a quant à elle doublé : près de 34 % des exportations agricoles africaines se font vers d'autres pays du continent.

Ces résultats importants montrent que le commerce agricole en général – et le commerce intra-africain en particulier – est essentiel pour garantir la résilience des plus pauvres et des personnes vulnérables face aux chocs économiques et aux événements climatiques sévères.

« Bien que la situation soit très différente de celle des années 1960 – les pays africains dominaient alors les marchés mondiaux –, les derniers résultats indiquent que l'Afrique peut redevenir un acteur majeur, a déclaré Ousmane Badiane, directeur de l'IFPRI pour l'Afrique. Les pays doivent maintenant poursuivre leurs politiques et leurs réformes institutionnelles et augmenter les investissements qui ont favorisé ce changement. »

Selon le rapport, l'augmentation de la part de l'Afrique dans les exportations agricoles mondiales s'explique par les améliorations apportées dans les infrastructures commerciales, dont les télécommunications, par l'intégration réussie dans les marchés mondiaux et régionaux à travers des accords commerciaux préférentiels, par une croissance économique améliorée et la hausse mondiale des prix de certaines matières premières.

Le rapport révèle également que la diversité des cultures a contribué à stimuler le commerce. À la fin des années 1990, les dix principales exportations agricoles représentaient 51 % du total des exportations agricoles africaines. Depuis, ces dernières se sont diversifiées et sont devenues plus compétitives : en 2010, les dix premières exportations agricoles représentaient 40 % du total des exportations.

Stimulées par la croissance économique et démographique, les importations agricoles ont connu une croissance beaucoup plus rapide que les exportations. Le déficit du commerce agricole a par conséquent grimpé de moins de 1 milliard à près de 40 milliards de dollars américains, soulignant le défi considérable que doivent relever les pays africains ainsi que le besoin d'approfondir les réformes et d'intensifier les efforts qui ont abouti à la hausse des exportations dans la dernière décennie.

« Renouvelée à Malabo par les chefs d'État et les gouvernements africains, la promesse de redoubler d'efforts pour stimuler la compétitivité et le commerce sur les marchés mondiaux et intra-africains est arrivée à point nommé, se félicite Abebe H. Gabriel, directeur du département de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la CUA. C'est un pas dans la bonne direction. »

Le rapport conclut que les pays africains sont plus compétitifs sur les marchés régionaux et que la rapide croissance de la demande sur ces marchés a contribué aux résultats positifs des pays africains. De plus, il démontre que la levée des obstacles au commerce régional peut stimuler davantage la croissance du commerce intra-africain et permettre aux pays de profiter des effets stabilisateurs d'un commerce régional étendu. Les marchés alimentaires nationaux peuvent être stabilisés en élargissant le commerce régional pour amortir les chocs subis par les pays. Le commerce régional peut aussi contribuer à atténuer les effets des chocs climatiques dans tous les pays. Le rapport montre que sur près de 40 % des 30 dernières années (quatre ans par décennie), les échanges commerciaux auraient pu atténuer l'impact des pertes de production de maïs dues à la sécheresse.

Les politiques commerciales devraient viser la réduction des frais de transport et autres coûts de transaction et l'augmentation de la productivité agricole afin d'améliorer les moyens de subsistance des plus pauvres et des personnes vulnérables et de renforcer leur résilience. Par exemple, le rapport note que, dans le cas des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), une réduction de 10 % de l'ensemble des coûts commerciaux augmenterait les exportations céréalières régionales d'environ 20 % en moyenne sur les 15 prochaines années. L'impact serait au moins 2,5 fois supérieur pour des denrées de base comme les racines et les tubercules. Une augmentation similaire des rendements aurait un impact encore plus grand sur les exportations régionales, avec des hausses d'au moins 30 à 40 % pour la quasi-totalité des denrées. Plus particulièrement, le rapport conseille aux gouvernements de :

- Développer les marchés avec de meilleures infrastructures de transport afin de faciliter le transit des cultures des zones excédentaires vers des zones déficitaires ;
- Investir dans la science et la technologie pour renforcer la productivité et les capacités des secteurs agricoles nationaux afin d'approvisionner les marchés locaux et d'absorber les chocs ;
- Éliminer les obstacles transfrontaliers non tarifaires afin d'encourager l'intégration aux marchés à l'échelon national, régional et international ; et
- Investir dans des programmes de protection sociale et adopter des politiques plus favorables en vue d'atténuer les effets déstabilisateurs potentiels du commerce et optimiser ses bénéfices à court et long termes pour la croissance et la sécurité alimentaire.

###

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) cherche des solutions durables pour éradiquer la faim et la pauvreté. L'IFPRI a été créé en 1975 pour identifier et analyser des stratégies et des politiques alternatives aux niveaux national et international afin de répondre aux besoins alimentaires du monde en développement, avec une attention particulière pour les pays à faibles revenus et pour les groupes de populations les plus pauvres de ces pays. L'IFPRI est membre du Consortium du CGIAR. www.ifpri.org.